

F.S.U. 66

Bulletin trimestriel de la Section
des Pyrénées Orientales
de la **Fédération Syndicale Unitaire**
Éducation, Recherche, Culture, Justice

FAIRE CHANGER DE CAP !

La crise ? Quelle crise ? Nier l'évidence, mentir et poursuivre une politique qui outre le fait de délabrer considérablement les conditions de vie de la majorité des français, aggrave la récession qui frappe de plein fouet la société et l'économie. Dès les premiers signes avant coureurs de la crise financière internationale, le gouvernement s'était fendu de communiqués argumentant que l'Europe et la France en particulier étaient à l'abri de la dépression mondiale, osant affirmer même que notre pays résisterait mieux que d'autres, parce que le Gouvernement avait su mener à temps les réformes nécessaires.

Face aux derniers chiffres alarmants d'une baisse de la croissance (chose pratiquement jamais observée depuis la libération), face à une aggravation record du déficit commercial, d'une dégradation subie des finances publiques, face à une montée sans précédent de l'emploi précaire et du sous emploi, face à une reprise de l'inflation et à une grave dégradation du pouvoir d'achat des français, que font le Président et le Gouvernement ? ... Rien ! ... Rien, si ce n'est réaffirmer la poursuite d'une politique d'austérité dont on cache le nom, d'une politique de redistribution de la richesse nationale en faveur de la France « bling-bling » d'en haut, des rentiers, des héritiers et des patrons du CAC 40.

Élu pour être le « Président du pouvoir d'achat », Nicolas Sarkozy renie aujourd'hui sa parole, est ce vraiment étonnant ? Élu sur un mensonge, il entend, poursuivre sur sa ligne politique. Alors que tout dicte au gouvernement de changer de politique, nos Diafoirus de Matignon et de l'Élysée experts en « médecines libérales » programment une nouvelle saignée, ceux qui proposent de continuer à serrer la ceinture « marchent sur la tête ».

Le chemin parcouru l'an passé sur le front des luttes sociales n'a pas permis de construire une riposte complètement satisfaisante, ces luttes ont eu le mérite d'exister, elles ont néanmoins produit des effets qui ne sont pas à minorer. Sur cette base l'objectif est d'engager un mouvement progressif dès le mois de septembre : des jeudis de l'éducation au point d'orgue de la manifestation des organisations de l'éducation du 19 octobre à Paris, nous devons nous appuyer sur les mobilisations de l'éducation.

Plus largement dans la fonction publique les mécontentements sont forts : la suppression annoncée de plus de 30 000 emplois de fonctionnaires au budget 2009, au démantèlement de la protection sociale et des services publics, aux privatisations, et au désengagement de l'État. Notre stratégie doit démontrer la cohérence des mesures gouvernementales, elle doit aider à la construction des convergences nécessaires pour établir les bases d'un rapport de force propre à infléchir le cap de ces politiques de casse sociale.

Dans le bras de fer qui nous oppose au gouvernement, nous devons d'abord renforcer notre position et notre poids. Les élections professionnelles et prud'homales sont des échéances importantes. Dans une période politique difficile, l'ancrage de la FSU et sa représentativité, en particulier dans la FPT, dépendent des résultats électoraux, l'avenir de notre fédération, sa capacité à faire avancer son projet de transformation sociale en dépendent.

Dans le paysage syndical la FSU occupe une place particulière et incontournable, cela peut gêner et faire l'objet d'attaques frontales venant y compris de nos partenaires habituels. Nous poursuivrons malgré tout notre combat pour les personnels et les usagers des services publics contre les discriminations et atteintes aux droits et libertés. C'est pour cela que nous devons être massivement présents dans la pluralité et l'unité aux prochains rendez-vous*.

Françoise CHATARD & Gérard GIRONELL

* (cf. Agenda syndical p. 2 & 3)

18 rue Condorcet 66000 PERPIGNAN
Tél. 04.68.66.68.29 Fax: 04.68.50.32.31
e-mail: fsu66@fsu.fr http://fsu66.free.fr

Directeur de la Publication:

M. FRANQUESA

Imprimé par nos soins

ISSN en cours

CPPAP: 0711 S 06469

Dispensé de timbrage

Routage 206

Perpignan Centre de Tri



Déposé le 23/09/2008

Sommaire:

- 1 - Édito
- 2 - Éducation : déclaration préalable CTP des PO - EPS: une rentrée sous le signe de la rigueur
- 3 - Éducation : premier degré - Journée d'action des retraités
- 4 - RESF - Non à EDVIGE

TOUS à PARIS

le dimanche

19 octobre 2008

Manifestation nationale pour l'éducation

Déplacement en TGV au départ de Perpignan

Départ 7h32 arrivée 12h41

Retour 17h20 arrivée 22h29

Renseignements auprès de la SD FSU 66
tél. 04 68 66 68 29

N'oubliez pas de remplir et de nous faire
parvenir votre bulletin de souscription p. 4

AGENDA :

SAMEDI 27 SEPTEMBRE

**initiative régionale
« services publics »
manifestation 10h en gare
de Montpellier,**

REVISCOLEM LO TRIN
AL PAIS

Régénérons le
Service Public ferroviaire
dans nos régions.

VENDREDI 3 OCTOBRE

Conseil Fédéral Régional de
la FSU Languedoc Roussillon
14h30
Maison des Syndicats
Montpellier

MARDI 7 OCTOBRE

**FSU, CFDT, CFE-CGC, CGT,
Solidaires et UNSA.**

**Journée d'action pour le
travail décent à l'appel
de la CSI**

Déclaration préalable des représentants de la FSU

au CTPD des Pyrénées Orientales.

A cette rentrée, il y a 8500 enseignants de moins devant les élèves. C'est la mise en œuvre du choix politique de « moins d'école, moins d'enseignants, moins d'heures de cours ».
C'est une immense régression, le renoncement à un service public d'éducation plus démocratique, au service de la réussite de tous. C'est le projet d'une école du strict minimum.

Toutes les mesures prises depuis l'élection de Nicolas Sarkozy vont dans le même sens :

- ✓ Programmes qui font l'impasse sur le développement de l'enfant, les activités de réflexion et de compréhension. Ils sont plus lourds et pourtant ... ils devraient se mettre en place avec un nombre réduit d'heures d'enseignement depuis la suppression du samedi matin se traduit par la baisse de deux heures d'enseignement par semaine.
- ✓ La suppression de la carte scolaire, se traduit par la mise en concurrence des établissements... et des familles, par le dynamitage de la carte des ZEP et la ghettoïsation de certains établissements,
- ✓ Le projet de réforme du lycée avec la disparition des filières et un bac à la carte risque de se traduire par une diminution draconienne d'options dans les lycées,
- ✓ La mise en place et la généralisation de « l'accompagnement éducatif » menace l'existence de certaines disciplines dans les collèges,
- ✓ Et comble de démagogie, le soutien personnalisé aux élèves dans le premier degré est renvoyée hors du temps scolaire pour les seuls élèves volontaires, aux communes de se « débrouiller » pour organiser cette aide.

Comme si la saignée de 2008 et des années précédentes ne suffisait pas, le ministre propose d'aller encore plus loin pour la rentrée 2009 en annonçant la suppression de 13 500 emplois au ministère de l'éducation nationale. [...]

Qui peut croire qu'on fera mieux réussir tous les élèves dans des classes plus chargées avec moins d'heures de cours et moins d'enseignants formés ? Qui peut croire que les écoles, les collèges, les lycées fonctionneront mieux avec moins de personnels administratifs, de vie scolaire, sociaux, de santé, de psychologie ou d'orientation ?

Le ministre cherche à faire croire qu'il y aurait des enseignants non utilisés. En réalité, en quelques années, le recours à des personnels précaires s'est amplifié à tous les niveaux. En multipliant les heures supplémentaires au détriment de l'emploi, en supprimant des milliers de places aux concours, il met en danger la qualité de l'enseignement et les perspectives de débouchés pour les actuels étudiants.

Ce que nous voulons, c'est une école plus juste dans une société plus juste. Les mobilisations des parents, des lycéens, des personnels de l'éducation l'ont montré l'an dernier : il faut une politique éducative ambitieuse qui réponde aux besoins des élèves, des familles, de la société ; il faut réduire les effectifs des classes, aider les élèves sur le temps scolaire, mieux former les enseignants...

C'est pour cela que la FSU, dans le cadre le plus unitaire et le plus large possible, cherchera à imposer d'autres choix pour l'école.

Perpignan le 4 septembre 2008

EPS : Rentrée sous le signe de la rigueur :

La rentrée en EPS dans les Pyrénées Orientales s'est faite sous le signe de l'augmentation significative des HSA notamment dans les lycées.

Le mouvement intra a permis seulement à 22 collègues (dont 3 mesures de carte scolaire et 2 TZR) de muter sur le département.

Pour faire face au non remplacement des départs à la retraite comme au lycée de Prades ou à l'augmentation des effectifs, les chefs d'établissement ont eu recours aux HSA non sans certaines pressions dans plusieurs établissements.

Malgré le refus d'une majorité de collègues, il suffit parfois d'un collègue par établissement pour réduire à néant les efforts de solidarité et de défense de la profession effectués par les autres. Combien d'HSA peut-on accepter sans nuire à la qualité de son travail ? En dépassant les maxima de service on ouvre la porte à toute la déréglementation de nos statuts et à la baisse des recrutements de nos étudiants STAPS. Des collègues résistent comme au lycée de Prades ou au CLG de Thuir, la preuve qu'il faut être vigilants et militer pour la cause de l'EPS.

Chantal ARGENCE S2 SNEP FSU des PO

Dans sa déclaration préliminaire, la FSU a dénoncé la dégradation des conditions de travail et les annonces intempestives du ministre en insistant particulièrement sur les effets néfastes de l'assouplissement de la carte scolaire qui vide des collèges quand d'autres explosent ... au mépris de la mixité sociale. Après les décisions du CTP du mois de mars, l'IA disposait de 3 postes. Comme les années précédentes, les directeurs d'école victime d'une fermeture garderont pour l'année leur quotité de décharge actuelle.

Au document de l'administration, le SNUIPP a demandé le rajout de plusieurs autres situations préoccupantes. Les écoles de St Hippolyte, Céret, Alenya, Toulouges, Ponteilla, Cerbère, Salses, Bompas, Pollestres ... restent sans moyens supplémentaires avec des moyennes dépassant souvent les 27 élèves par classe.

Le SNUIPP a signalé aussi que le seuil des ouvertures augmente d'année en année pour atteindre actuellement une moyenne de 28. Enfin la scolarisation des 2 ans continue à régresser.

Décisions finales :

- ouvertures en maternelle à Clairac, Salses, Le Boulou et Claude Simon.
- ouvertures en primaire à Espira de l'Agly, St Jean Lasseille, Victor Hugo et Blaise Pascal.
- fermetures à Cabestany Prévert, Canet « les pâquerettes » et à Perpignan, dans les écoles « Simon Boussiron », « D'Alembert 1 » et « D'Alembert 2 ».

A noter le maintien de la 5^{ème} classe de l'école maternelle Condorcet à Perpignan. En effet, l'Inspection Académique en accord avec la Municipalité avait prévu de bloquer l'inscription des enfants du quartier, pour les diriger vers une autre école maternelle. L'objectif était évidemment la fermeture d'un poste, qui a été évitée grâce à la vigilance des enseignantes de l'école et l'intervention du SNUipp 66.

Quelques jours après le CTP, l'IA a été contraint d'affecter à l'année un enseignant titulaire -mobile sur l'école élémentaire d'Alénia en raison d'effectifs trop chargés. ... D'autres situations similaires devraient conduire l'IA à prendre ce type de décision ... qui, par voie de conséquence, réduit les possibilités de remplacements sur le département. Rappelons que le pourcentage d'enseignants titulaires-mobiles des PO est inférieur aux moyennes nationale et académique: preuve que la dotation départementale est largement insuffisante. Et on annonce 6 000 suppressions de postes dans le 1^{er} degré pour la rentrée 2009 alors que l'INSEE prévoit 29 000 élèves supplémentaires dans les écoles !

Monique Hernandez, Jérôme Guy, Grégory Raynal, Alain Vibert-Guigue



LE 16 OCTOBRE :
OU COMMENT TRANSFORMER LE TEMPS EN ARGENT !

Les retraités ont du temps. Servons-nous en! Plus particulièrement le 16 Octobre, journée nationale d'action des organisations syndicales et des associations, pour la défense du pouvoir d'achat. Servons-nous en pour dire au gouvernement qu'il n'est pas admissible dans un pays qui se prétend développé et riche de remettre en cause le droit à une retraite décente, qu'il est mensonger de laisser croire qu'on augmente les pensions alors qu'on manœuvre pour porter des coups au pouvoir d'achat, qu'il est scandaleux qu'on prétexte un déficit « organisé » de la sécurité sociale pour remettre en cause le droit à la santé de tous et donc des plus fragiles, qu'il est parfaitement injuste de remettre en cause un système social fondé sur la solidarité. C'est tout cela qui est au cœur de la démarche de la FSU.

Utilisons donc notre capacité d'intervention comme nous l'avons fait, avec une certaine efficacité, au mois de mars, lors de la campagne présidentielle, pour faire du pouvoir d'achat, de l'augmentation des retraites et pensions une question centrale et de montrer la nécessité sociale et économique d'une telle démarche.

Nous avons à la FSU l'ambition de réussir ce pari et de le réussir de façon unitaire avec l'ensemble des unions confédérales de retraités : toutes ont appelé à la journée d'action du 16 octobre, la FSU, sa section fédérale des retraités, avec la FGR, y sera. Elle vous appelle à vous rassembler à PERPIGNAN. Les modalités pratiques de la journée ne sont pas encore arrêtées. Nous vous en informerons dès que possible. En attendant, prenez votre temps, prenez-le le plus agréablement possible. Ce sera la meilleure façon de vous préparer à ce temps fort de notre action. Mais avant et après le 16 Octobre, avec les salariés, dans un calendrier syndical chargé, servons nous aussi de notre temps de façon efficace et solidaire.

Jean-Marie PHILIBERT

AGENDA :

(suite)

JEUDI 16 OCTOBRE

« non a E.D.V.I.G.E. »

rassemblement
18 heures
devant la Préfecture
à Perpignan.
à l'initiative du CDDEL

(collectif de défense des droits et
libertés 66)

DIMANCHE 19 OCTOBRE

Manifestation nationale
à Paris
Rassemblement place d'Italie
à 13h

**L'EDUCATION
EST NOTRE AVENIR :**

**IL NE DOIT PAS SE DECIDER
SANS NOUS !**

(Bulletin d'inscription,
bon de souscription
à la fin de ce bulletin)

AGENDA
ELECTORAL :

JEUDI 6 NOVEMBRE

Élections professionnelles
Fonction Publique
Territoriale

MARDI 2 DECEMBRE

Élections Professionnelles
dans
l'Éducation Nationale

MERCREDI 3 DECEMBRE

Élections Prud'homales

Appel du Réseau Éducation Sans Frontières

Le RESF a organisé une assemblée générale de rentrée le vendredi 5 septembre. Le bilan de l'année a semblé plus positif que celui de l'année précédente. Nous avons obtenu une dizaine de régularisations, dont celle récente d'Abdelatif, un des jeunes à l'origine de la création du RESF 66.

La nouvelle équipe préfectorale semble plus à l'écoute que la précédente. Il n'en reste pas moins que nous sommes conscients du fait qu'ils sont contraints de « faire du chiffre » et qu'il faut continuer à défendre chaque cas pied à pied. Trois cas sont en cours.

Celui de Raphaël, arménien, pour lequel nous essayons d'obtenir un « droit au travail ». L'Arrêté de reconduite à la frontière a été confirmé par le T.A, mais le pays d'accueil (Arménie) infirmé, sans préciser dans quel pays le renvoyer avec sa mère et son frère ! La Préfecture s'est engagé à lui accorder le droit au travail d'ici un mois, même si la Cour d'Appel ne s'est pas prononcée.

Celui de Zacharia, confié juridiquement par sa mère à son oncle et sa tante à l'âge de 5 ans, il est arrivé en France à 13 ans et 6 mois avec sa tante (donc hors délai pour être régularisé à 18 ans, la date butoir d'entrée en France étant 13 ans) . Alors qu'il vient de réussir brillamment son CAP de maçonnerie et pensait s'inscrire en Bac Pro, la Préfecture le renvoie au Maroc, auprès de sa mère ! Nous reprendrons contact avec la Préfecture le 22 octobre, lors de la décision du T.A.

Celui de Saïd, né en France, de parents régularisés, mais reparti au Maroc de l'âge de 6 ans à 13 ans ... et 15 jours ! La Préfecture s'est engagée à le régulariser s'il fournit son diplôme de BEP et son inscription en Bac Pro. Nous aurons peut-être besoin de la mobilisation du plus grand nombre si ces engagements ne sont pas tenus.

Venez nombreux lors de la prochaine assemblée générale ouverte à tous les membres du réseau... et à ceux qui ne le sont pas encore !

Anne-Marie DELCAMP pour le RESF 66

CDDEL : Non à E.D.V.I.G.E.

Le Collectif de Défense des Droits et Libertés (CDDEL) qui se mobilise depuis de nombreuses années contre les atteintes aux libertés, il reprend à son compte depuis le 11/07/08 les initiatives de l'appel national « Non à EDVIGE ». Ce fichier EDVIGE instauré sans débat public, par décret, accroît encore le fichage de nos concitoyens. Il prévoit de fichier toute personne à partir de 13 ans, tout groupe ou organisation politique, syndicale, associative, religieuse, dont l'activité est "susceptible de porter atteinte à l'ordre public" et de permettre aux services de police "d'effectuer des enquêtes administratives pour l'accès à certains emplois ou à certaines missions".

Ainsi des mineurs pourront être fichés dès 13 ans en raison de leur "activité" individuelle ou collective, sans qu'aucune infraction ne soit commise et sans aucune explication sur le contenu de cette activité...Les policiers et gendarmes pourront, "sur demande expresse", consulter toutes les informations relatives aux fréquentations, au comportement, aux déplacements, aux opinions, à la vie sexuelle, à la santé, avec "photographies et signes physiques particuliers de l'intéressé".

C'est donc peu dire que ce nouveau fichier est gravement attentatoire aux libertés fondamentales, puisqu'il instaure une présomption de culpabilité, avec fichage illimité pour toute personne engagée dans la vie publique. L'ensemble des organisations membres du CDDEL exige le retrait du décret EDVIGE, et appelle à signer massivement la pétition nationale.

Les actions :

- Conférence de presse le 2 octobre 2008
- Distributions de tracts et signatures de la pétition sur les marchés Cassanyes et République les 4 et 11 octobre, devant la Fnac et sur le quai Vauban à 15 heures les 4, 8 et 11 octobre.
- **Rassemblement devant la Préfecture le 16 octobre à 18 heures** et audience auprès du Préfet pour lui remettre les pétitions et les « fiches signalitiques ».

Dernière minute : malgré l'annonce faite ce jeudi 18/10/08 du retrait du fichier EDVIGE, nous restons vigilants sur la parution de tout autre fichier tout aussi liberticide.

Françoise Chatard

DERNIERE MINUTE : Jugement de « l'affaire des ASF »

Le tribunal correctionnel de Perpignan vient de rendre son verdict dans l'affaire qui opposait les quatre secrétaires départementaux FSU, CGT, UNSA, FO aux ASF pour la manifestation du 23 mai 2003 au péage Nord de l'autoroute. Sur la mise en danger de la vie d'autrui le tribunal a prononcé la relaxe. Le délit d'entrave à la liberté de circulation a été retenu et vaut condamnation à 1000€ d'amende avec sursis, plus 1€ solidaire de dommages et intérêts pour les ASF et les frais d'avocat des ASF. Cette condamnation est à interpréter comme une remise en cause du droit constitutionnel de manifester

APPEL A CONTRIBUTION FINANCIERE POUR LA MANIF DU 19 OCTOBRE A PARIS

La manifestation nationale à Paris est un rendez vous important dans notre calendrier de mobilisation, cette manifestation convoquée à l'appel de l'intersyndicale de l'éducation et de diverses organisations intervient en début d'année, signe d'une unité prometteuse pour de futures mobilisations. Il faut faire de cette journée un temps fort, ... très fort, qui doit compter et peser sur la suite de l'action. Comme chaque fois la manifestation parisienne mobilise d'importantes ressources

financières, c'est pour cela que la FSU 66 fait appel à contribution pour aider au financement.

Nom :

Prénom :

SYNDICAT :

Adresse.....

Mail :tél. :

☐ Je souhaite contribuer au déplacement de la délégation des PO à la manif de Paris du 19 octobre 2008.

Je verse la somme de : Par chèque à l'ordre de la FSU 66

☐ Je souhaite m'inscrire à la manif à Paris : **OUI**

NON